

2. aider les pays sous-développés à trouver des débouchés pour leurs matières premières;
3. supprimer les restrictions et pratiques discriminatoires;
4. éviter la dislocation des marchés commerciaux, au moyen de l'écoulement ordonné des surplus au profit des populations nécessiteuses;
5. négocier des accords pour la stabilisation des prix et le commerce des produits de base;
6. contribuer à l'industrialisation des nations en voie de développement et à la commercialisation de leurs produits manufacturés.

#### **Bénéfices frauduleux**

L'article 4 proposait l'adoption d'une convention en huit points, instrument juridique visant les personnes qui, dans l'exercice de fonctions publiques, s'enrichissent frauduleusement. Bien que ces délits contreviennent à la morale et au droit internationaux, sapent les structures démocratiques et menacent les intérêts économiques des populations, ils n'entraînent pas actuellement d'extradition automatique. La Convention prévoit une condamnation formelle de ces actes frauduleux, ainsi que le "blocage" des fonds et biens détournés, et établit le système de preuves. Elle stipule en outre que les pays intéressés désigneront ou créeront sur leur territoire un organisme juridique ayant droit de décision. La compétence judiciaire devrait revenir à la Cour internationale de Justice ou à toute autre instance internationale, à la suite d'une entente entre les parties.

#### **Crise internationale**

L'accalmie qui suivit les élections d'octobre aux États-Unis avait permis d'espérer que la Conférence se tiendrait dans un climat paisible, mais à la veille de la session éclata la crise soviéto-américaine à propos des bases nucléaires à Cuba. Les débats eurent lieu donc dans une atmosphère assombrie et portèrent principalement sur les méthodes et les conditions d'un désarmement général.

Après que le président Kennedy eut décrété le blocus maritime, les délégués étudièrent la question de Cuba. L'Assemblée générale de l'Union interparlementaire transmit au Conseil une résolution yougoslave visant à rayer de l'ordre du jour le problème cubain ainsi que le conflit à la frontière indo-chinoise qui occupait la première page des journaux. Le Conseil recommanda la discussion de ces deux points, et les délégués approuvèrent cette décision en séance plénière à une écrasante majorité. Nombre de représentants applaudirent à la décision unanime de l'OEA visant à prévenir l'expédition, vers Cuba, de matériel militaire; elle leur parut le signe de la solidarité des pays d'Amérique latine, désireux, comme les États-Unis, de réduire le potentiel nucléaire dans le monde. Le bloc soviétique ne réussit pas à présenter le blocus comme un acte de colonialisme de la part des États-Unis, contre un petit pays sans défense.

Au cours du débat général, le président de la délégation du Canada signale que les deux guerres mondiales sont en grande partie imputables au fait que les